

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

OBJET DU PROJET DE CONTRAT :

Recrutement d'un bureau d'études techniques pour l'élaboration d'outils de planification urbaine et de gestion environnementale pour la ville de Boma en République Démocratique du Congo

REPRÉSENTANT LÉGAL DU POUVOIR ADJUDICATEUR :

Jérémie PELLET, Directeur général d'EXPERTISE FRANCE

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES :

06/11/2025 à 17h00 (HEURE DE PARIS)

SOMMAIRE

1.	OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1.	Objet de la consultation.....	3
1.2.	Forme et procédure de consultation	3
1.3.	Réalisation de prestations similaires	3
1.4.	Décomposition de la consultation	3
1.5.	Calendrier de la prestation.....	4
2.	CONDITIONS de LA CONSULTATION	4
2.1.	Délai de validité des offres.....	4
2.2.	Forme juridique du groupement.....	4
2.3.	Variantes et Prestations supplémentaires ou alternatives	5
3.	CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT	5
3.1.	Durée du contrat ou délai d'exécution	5
3.2.	Mode de règlement, monnaie	5
4.	CONTENU DU DOSSIER de la consultation	5
4.1.	Composition du dossier de consultation.....	5
4.2.	Modification du dossier de consultation	6
5.	PRESENTATION des CANDIDATURES ET DES OFFRES	6
5.1.	Pièces constitutives de la candidature	6
5.2.	Pièces constitutives de l'offre	8
6.	CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS.....	9
6.1.	Transmission électronique.....	9
6.2.	Transmission sous support papier	10
7.	EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	10
7.1.	Ouverture des plis	10
7.2.	Examen des candidatures	11
7.3.	Critères de jugement des offres.....	11
	Critère 1 : Valeur technique	14
	Critère 2 : Prix des prestations	14
8.	TRAITEMENT DES DONNES A CARACTERE PERSONNEL ...	14
9.	AUTRES RENSEIGNEMENTS	16
10.	VOIES ET DELAIS DE RECOURS	16

1. OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1. Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet le « Recrutement d'un bureau d'études techniques pour l'élaboration d'outils de planification urbaine et de gestion environnementale » relatifs aux :

- Plan Local d'Aménagement Territoire (PLAT)
- Plan Directeur d'Urbanisme (PDU)
- Schéma Directeur de Gestion des Déchets Solides (SDGDS)

L'étendue des besoins à couvrir est décrite dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Le montant de l'enveloppe budgétaire estimative non contractuelle consacrée à la mission est de 668 566 USD HT (580 000 € HT).

1.2. Forme et procédure de consultation

La procédure de passation est l'appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-2, R. 2124-1, R. 2124-2 et R.2161-2 à R 2161-5 du Code de la Commande Publique.

Il s'agit d'un marché à prix global et forfaitaire en application des dispositions de l'article R.2112-6 du Code de la Commande Publique.

1.3. Réalisation de prestations similaires

La réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire dans le cadre du présent marché pourra donner lieu à la conclusion d'un nouveau marché sans publicité ni mise en concurrence préalable en application des dispositions de l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique.

Ce nouveau marché devra être conclu dans les trois (03) ans suivant la notification du présent marché.

1.4. Décomposition de la consultation

Conformément aux dispositions des articles L. 2113-11 et R. 2113-3 du Code de la Commande Publique, la présente consultation ne fait pas l'objet d'un allotissement, ni géographique, ni technique.

En outre, l'objet du marché présente des prestations fortement dépendantes et liées avec des interfaces importantes telles que la dévolution en lots séparés rendrait techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Il n'y a pas d'allotissement du marché afin notamment :

- De limiter les interfaces et le partage de responsabilité qui en découlent ;
- De garantir la cohérence de la réalisation et la pérennité des prestations ;

1.5. Calendrier de la prestation

<u>ECHEANCE</u>	<u>DATE</u>	<u>HEURE</u>
○ Date limite pour adresser une demande d'éclaircissement au pouvoir adjudicateur	27/10/2025	
○ Date limite pour la fourniture d'éclaircissements par le pouvoir adjudicateur	31/10/2025	
○ Date limite de réception des offres	06/11/2025	17 H (Heure de Paris)
○ Signature et notification du marché	18/12/2025	

2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2. Forme juridique du groupement

Le candidat peut répondre, soit sous la forme d'un contractant unique regroupant toutes les compétences nécessaires, soit sous la forme de membre d'un seul groupement. Il ne peut donc cumuler les deux qualités.

Dans l'hypothèse d'un groupement, un même candidat, qu'il soit mandataire ou cotraitant, ne peut faire partie que d'un seul groupement.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats uniques et de membres d'un ou plusieurs groupements.
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est le groupement conjoint avec mandataire solidaire. Un interlocuteur unique sera désigné parmi les membres du groupement. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il peut se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'exposé ci-avant.

Par ailleurs, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières.

L'appréciation des capacités du groupement est globale.

2.3. Variantes et Prestations supplémentaires ou alternatives

2.3.1 Variantes

Les variantes libres sont autorisées, à condition que le soumissionnaire présente obligatoirement une offre de base conforme au Cahier des charges.

Toute variante proposée devra présenter un intérêt technique ou financier démontré, en lien direct avec les objectifs du marché. Elle devra être clairement identifiée comme telle dans l'offre et accompagnée d'un mémoire justificatif permettant d'en apprécier la valeur ajoutée.

L'acheteur se réserve le droit d'accepter ou de refuser une variante, sans obligation de motivation.

Les variantes seront évaluées sur les mêmes critères de notation que l'offre de base.

Les variantes peuvent être proposées sur des formations supplémentaires sur la base d'un bordereau de prix unitaires précisant les profils techniques (informatique, SIG, traitement de données, etc.).

3. CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT

3.1. Durée du contrat ou délai d'exécution

Le marché est conclu à compter de sa date de notification.

Le délai global d'exécution est fixé à vingt-trois (23) mois.

L'exécution du marché débute à compter de la date fixée par l'ordre de service.

3.2. Mode de règlement, monnaie

Le mode de règlement est le virement après mandatement à 30 jours maximum à compter de la réception de la facture en bonne et due forme. L'unité monétaire pour l'exécution du marché est le dollar USD. Ainsi, les entreprises libelleront leurs offres en dollars USD.

4. CONTENU DU DOSSIER DE LA CONSULTATION

4.1. Composition du dossier de consultation

Le dossier de consultation est composé des documents suivants :

- Le présent Règlement de la consultation (R.C.) ;
- Annexe 1 Tableau des experts ;
- Le projet de contrat (conditions particulières) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;

- La Décomposition du Prix Global Forfaitaire (DPGF) ;
- Le Formulaire de candidature comprenant la déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion, à l'absence de conflit d'intérêt et la fiche d'identité tiers ;
- Le Formulaire de déclaration des bénéficiaires effectifs ;
- Le Questionnaire évaluation sûreté ;
- Le Guide utilisation PLACE pour les entreprises ;

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du dossier de consultation sur support physique électronique n'est autorisée.

4.2. Modification du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les concurrents doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Le candidat est invité à signaler les éventuelles anomalies, imprécisions, erreurs ou contradictions qu'il pourrait déceler dans le dossier de consultation, pour qu'elles puissent être rectifiées avant la clôture de la consultation.

Pour ce faire, les signalements sont à envoyer via le bouton « poser une question » sur le lien de la consultation du site PLACE.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier ou non le DCE en conséquence.

5. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en DOLLAR USD.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1. Pièces constitutives de la candidature

Les soumissionnaires remettent un dossier complet comprenant les pièces mentionnées ci-après. Les documents demandés doivent être signés par le soumissionnaire, le mandataire du groupement momentané d'entreprises ou chacun des membres de ce même groupement.

Les candidats remettent les éléments de candidature suivants :

- Une preuve de l'enregistrement du candidat au registre de commerce,
- Attestation de paiement des cotisations CNSS ou équivalent,
- Attestation de paiement des impôts,
- Le formulaire de candidature comprenant la déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion, à l'absence de conflit d'intérêt et la fiche d'identité tiers (fourni),
- Le formulaire de déclaration des bénéficiaires effectifs (fourni),
- Le Questionnaire évaluation sûreté joint à compléter,

- Le cas échéant, jugement(s) prononçant le redressement judiciaire (en cas de redressement judiciaire),
- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et, le cas échéant, le chiffre d'affaires relatif aux activités directement liées aux services similaires de type (urbanisme, aménagement territorial, développement urbain, SIG, gestion des déchets, schéma directeur...), portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles. Le soumissionnaire doit avoir réalisé au cours un chiffre d'affaires moyen sur les trois derniers exercices comptables supérieur ou égal à 500.000 € HTVA. Le montant du chiffre d'affaires est attendu réparti entre les membres du groupement, à condition que le Bureau d'études chef de file représente au moins 50 % de ce montant.
- Le soumissionnaire devra démontrer une expérience concrète et pertinente en lien avec l'objet du marché. Les références peuvent être présentées de manière cumulative par les membres d'un groupement, le cas échéant. Le soumissionnaire devra fournir au minimum trois (3) références significatives, exécutées au cours des huit (8) dernières années, comprenant :
 - Au moins une mission portant sur un Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou un Plan de Développement Urbain (PDU), concernant une ville de taille équivalente ou supérieure à Boma ;
 - Au moins une mission portant sur un Plan Local d'Aménagement du Territoire (PLAT) ou un document de planification territoriale équivalent ;
 - Au moins une mission portant sur un Schéma Directeur de Gestion des Déchets Solides (SDGDS) ou un document équivalent.

Chaque mission devra également répondre à des **seuils financiers minimum** :

- **≥ 75 000 € HTVA** pour une mission PLU/PDU ou équivalent ;
- **≥ 75 000 € HTVA** pour une mission PLAT ou équivalent ;
- **≥ 50 000 € HTVA** pour une mission SDGDS ou équivalent ;
- **≥ 100 000 € HTVA**, pour une étude réalisée en **République Démocratique du Congo (RDC)**, y compris hors thématique principale.

Une même mission peut satisfaire plusieurs critères de manière cumulative. Dans ce cas, le respect d'un seul marché répondant simultanément aux exigences thématiques, financières et/ou géographiques est considéré comme conforme, sans qu'il soit nécessaire de justifier chaque critère séparément

Pour chaque référence, le soumissionnaire joindra :

- Une attestation de bonne exécution (signée et datée),
- Un résumé du projet (objectifs, résultats, budget, localisation, période d'exécution),
- Le nom du bailleur ou client contractant.
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

Remarque : Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par le maître d'ouvrage, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par Expertise France.

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché (article R. 2142-4 du Code de la Commande Publique).

5.2. Pièces constitutives de l'offre

Les candidats remettent un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- Le **projet de contrat** dûment renseigné, daté et signé et en annexe :
 - La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
- **L'annexe 1** au RC « Tableau des experts » dûment renseigné ;
- Un **Mémoire technique comprenant les éléments obligatoires suivants** :
 - Le soumissionnaire présentera, en plus de la compréhension du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), sa stratégie d'organisation et sa démarche méthodologique en incluant les outils spécifiques en rapport avec les différents principes et tâches décrites dans le Cahier des charges.

À titre indicatif, les éléments suivants sont attendus :

- Une compréhension des priorités dans les approches (notamment en matière d'aménagement et de développement urbain, environnementale et cohérence territoriale, etc.) ;
 - Une innovation technologique notamment en termes de traitement, relevé des données terrain dont topographique, etc. ;
 - Une description détaillée de la méthodologie participative pour la production des documents de planification ;
 - Une présentation de la prise en compte des approches genre et climat à chaque étape du processus ;
 - Une organisation du travail et de la mission ;
 - Des études de viabilités économiques, etc. ;
 - Un plan de renforcement des capacités des services techniques urbains, notamment via les formations.
- Il est demandé au Bureau d'études de démontrer son expertise et ses références en tant que société de conseil dans le domaine des infrastructures, d'urbanisme et d'aménagement du territoire et en particulier ses expériences. Un document de dix (10) pages maximums, au format A4, recto verso sera présenté à cet effet, décrivant les atouts du Bureau d'études.
 - La composition de l'équipe d'experts dédiée au projet avec les CV à jour du personnel clé (au maximum 3 pages par expert). Les CV des experts proposés devront être fournis pour les experts principaux, accompagnés d'une déclaration de disponibilité. Les CV des experts doivent montrer qu'ils répondent aux exigences minimales reprises et aux travaux similaires effectués.

Il suivra le modèle type Europass suivant : <https://europa.eu/europass/fr>.

L'équipe proposée devra démontrer des compétences techniques solides, mais également une capacité éprouvée à intervenir dans le contexte institutionnel de la RDC. À ce titre, une connaissance approfondie du contexte institutionnel, administratif et territorial de la RDC est à mobiliser dans la conduite de la mission.

- Une note méthodologique, qui devra impérativement comprendre un chronogramme détaillé de mise en œuvre des études, précisant :

- Les phases de travail (correspondant aux phases et aux résultats du Cahier des charges) ;
 - La mobilisation prévisionnelle des experts principaux, exprimée en jours-homme (HJ) ;
 - La mobilisation prévisionnelle des experts secondaires ;
 - Pour les experts principaux, la répartition des jours terrain (présence effective à Boma) et des jours « Bureau » (bureaux ou télétravail, hors site). Cette note méthodologique sera présentée sur un document de dix (10) pages maximum, numérotées, au format A4 recto verso et comprendra également les leçons apprises pertinentes d'autres interventions similaires. Le soumissionnaire joindra par exemple à son offre une liste de rapports de mission récents (maximum 4 dernières années) sur ce sujet.
- Le soumissionnaire devra présenter un descriptif de la méthodologie à mettre en place lors des formations ;
 - Des commentaires éventuels sur le Cahier des charges ;
 - **Une liste des collaborations récentes réalisées au cours des cinq (05) dernières années, en mettant l'accent sur la complémentarité des expériences et des expertises.**

Le groupement de bureau d'études ou le consortium démontrera cette capacité en joignant à l'offre une liste des collaborations récentes réalisées au cours des quatre dernières années, en mettant l'accent sur la complémentarité des expériences et des expertises.

Remarques : Concision et clarté sont essentielles pour la lisibilité du mémoire technique.

6. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1. Transmission électronique

Pour accéder à l'espace de consultation du marché ou pour déposer leur pli, les soumissionnaires doivent se connecter à la Plateforme des Achats de l'État à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Dans la rubrique "Recherche d'une procédure ouverte" en bas de la page, ils devront renseigner les champs demandés à l'aide des informations suivantes :

- **Entité publique : Opérateurs de l'Etat**

- **Entité d'achat : OPERATEURS / EF - EXPERTISE FRANCE**

La remise par voie dématérialisée est obligatoire. Toute remise par un autre moyen sera rejetée.

La procédure de dépôt des plis est détaillée sur le site www.marches-publics.gouv.fr.

Les soumissionnaires y trouveront notamment un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques.

S'ils le souhaitent, les candidats pourront prendre contact avec le 01 76 64 74 07 tous les jours ouvrés de 9h00 à 19h00 pour bénéficier d'une assistance technique dans l'accomplissement de ces opérations.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Les soumissionnaires sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait qu'ils devront au moins disposer d'un logiciel de navigation sur Internet. La disposition d'un outil de signature électronique n'est pas obligatoire.

Pour constituer son offre, le soumissionnaire devra transmettre des fichiers établis dans les formats informatiques suivants : fichiers PDF, RTF, ZIP, suite Microsoft Office, Libre Office ou Open Office. Tout fichier informatique établi dans un format informatique différent sera déclaré nul et non avenu.

ATTENTION !

Tout fichier constitutif de l'offre devra être exempt d'un quelconque virus informatique et devra être préalablement traité, à cette fin, par le soumissionnaire par un anti-virus régulièrement mis à jour. Il en est de même pour tout autre fichier échangé dans le cadre de cette procédure de marché public.

Le pouvoir adjudicateur pourra procéder à un archivage de sécurité de tout fichier contenant un virus informatique. Dès lors, celui-ci sera réputé n'avoir jamais été reçu.

NB : L'attention des soumissionnaires est attirée sur la durée d'acheminement des plis électroniques volumineux. Le délai moyen de téléchargement peut varier en fonction de paramètres divers comme la capacité technique du matériel, le type de raccordement à internet, le trafic sur le réseau...

Dans la mesure où la date et l'heure de fin d'acheminement font foi lors de la remise d'une réponse dématérialisée, les soumissionnaires sont invités à intégrer des marges de manœuvre dans leur processus de réponse par voie dématérialisée.

Même si son offre à la présente procédure de marché public a fait l'objet d'une transmission électronique, le soumissionnaire s'engage, notamment dans le cas où son offre est retenue, à accepter la re-matérialisation conforme sous forme papier de tous les documents constitutifs à valeur contractuelle. A ce titre, il s'engage également à ce que la personne physique auteur de leur signature électronique procède à leur signature manuscrite sans procéder à la moindre modification de ceux-ci et les renvoie aux pouvoirs adjudicateurs sous cette forme. Il s'engage enfin à en accepter la notification, selon les procédés habituellement en cours, sous forme papier.

6.2. Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation.

Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7. EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

La sélection des candidatures est assurée par le Comité d'évaluation d'Expertise France et se déroule selon les modalités suivantes.

7.1. Ouverture des plis

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites de réception des offres annoncées dans l'avis d'appel public à la concurrence et sur la page de garde du présent document.

7.2. Examen des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si le pouvoir adjudicateur constate que des pièces visées à l'article 5 du présent Règlement de consultation sont manquantes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai approprié et identique pour tous.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des renseignements et documents en vigueur détenus par le pouvoir adjudicateur, pour évaluer la situation juridique ainsi que les capacités professionnelles, techniques et financières des candidats.

Conformément à l'article R.2144-3 du Code de la Commande Publique, l'examen des candidatures pourra intervenir à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du présent marché public.

Si un candidat se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées ci-dessus ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

Dans ce cas, lorsque la vérification des candidatures intervient après la sélection des candidats ou le classement des offres, le candidat dont la candidature ou l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des candidatures recevables ou des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

7.3. Critères de jugement des offres

La procédure de sélection des offres est effectuée par le Comité d'évaluation d'Expertise France dans les conditions prévues aux articles R.2151-6 et suivants du Code de la commande publique ainsi que les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R.2152-1 et R.2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Conformément à l'article R.2152-2 du Code de la commande publique, si le pouvoir adjudicateur constate un motif d'irrégularité de l'offre, elle peut solliciter les soumissionnaires concernés à régulariser leurs offres irrégulières dans un délai approprié qui sera précisé dans l'invitation, à condition que ces dernières ne soient pas anormalement basses.

Le pouvoir adjudicateur reste libre de mettre en œuvre ou non cette disposition. La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

Après élimination des offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, le contrat-cadre sera attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères cités ci-dessous :

Les offres des candidats présentant des capacités suffisantes sont analysées au regard des critères de jugement des offres suivants :

Critères		Pondération
Critère N°1	<p>Valeur technique</p> <p>METHODOLOGIE ET PLAN D’ACTION</p> <p>40</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pertinence de la démarche méthodologique proposée : Cohérence globale de la méthodologie avec les objectifs et résultats attendus et capacité d’adaptation au contexte. 6 points • Planification, phasage et gestion des délais : Pertinence du calendrier proposé, organisation des étapes, capacité à respecter les délais. 6 points • Compréhension du contexte et des enjeux du projet : Évaluation de la capacité du soumissionnaire à cerner les spécificités locales (institutionnelles, sociales, environnementales) et les besoins des bénéficiaires. 5 points • Outils et moyens méthodologiques proposés : Qualité, diversité et pertinence des outils méthodologiques prévus pour la collecte, l’analyse et la restitution des données. 5 points • Prise en compte des enjeux de genre et d’adaptation au changement climatique (environnementale) : <ul style="list-style-type: none"> - Genre et inclusion sociale : analyse différenciée des besoins et impacts, intégration de la perspective genre dans les diagnostics, les visions et propositions, mobilisation d’une expertise genre qualifiée. - Adaptation au changement climatique : analyse des vulnérabilités climatiques, intégration d’actions d’adaptation et de résilience dans le PLAT, le PDU et le SDGDS, proposition de solutions fondées sur la nature et à faible empreinte carbone. 4 points • Qualité du dispositif participatif proposé : <ul style="list-style-type: none"> - Capacité à structurer une concertation efficace, inclusive, documentée et utile à la prise de décision ; - Méthodologie participative détaillée, ses outils et approches (marches exploratoires, diagnostics participatifs, ateliers de 	80

	<p>co-construction, cartographie participative, focus groups, enquêtes qualitatives et quantitatives) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Articulation entre participation et production technique des livrables. - Qualité du dispositif de mobilisation des parties prenantes, incluant les groupes vulnérables, le secteur informel, les associations et la société civile. - Clarté du plan de communication, restitution et validation multi-acteurs. <p>6 points</p> <ul style="list-style-type: none"> • Formation et renforcement des capacités locales : Activités de transfert de compétences, ateliers, formation ; 4 points • Leçons apprises et capitalisation : références documentées et retour d'expérience ; 4 points 		
	<p style="text-align: center;">MOYENS TECHNIQUES ET HUMAINS</p> <ul style="list-style-type: none"> • Expérience du bureau d'études appréciée au regard des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Références spécifiques similaires : réalisations antérieures comparables (territoire, thématique, complexité) ; 6 points - Cohérence et complémentarité du bureau : évaluation de la pertinence des membres du bureau, clarté des rôles, synergies entre partenaires. 6 points - Capacité organisationnelle et administrative : ressources humaines, logistique, structure juridique, stabilité ; 4 points - Capacité d'innovation et d'adaptation : capacité démontrée à intégrer des approches innovantes ou adaptées au terrain ; 4 points <p>20 points</p> <ul style="list-style-type: none"> • Expérience des experts appréciée au regard de leurs qualifications : <ul style="list-style-type: none"> - Pertinence des profils proposés (CV) : adéquation des expertises au regard des missions attendues, 8 points - Expérience en contexte similaire : expériences dans des pays/régions à défis comparables (Afrique, post-conflit, urbain, etc.) ; 6 points - Complémentarité et synergie de l'équipe : cohérence du groupement, rôles bien définis, interactions entre experts ; 6 points <p>20 points</p>	40	
Critère N°2	Prix		20
TOTAL			100

Critère 1 : Valeur technique

Chaque offre technique, jugée conforme techniquement, se verra attribuer une **note technique (NT sur 80 points maximum)** par addition des notes pondérées obtenues sur chaque sous-critère.

Critère 2 : Prix des prestations

Le critère « prix » sera apprécié au vu des montants indiqués dans le DPGF.

La cote du prix pour l'offre x est calculée comme suit :

La meilleure **note financière (NF sur 20 points maximum)** est attribuée à l'offre la moins-disante (prix forfaitaire total le plus bas). Les autres offres reçoivent une note proportionnelle calculée selon la formule suivante :

Note prix Offre X = (Prix le plus bas / Prix Offre X) × 20

8. TRAITEMENT DES DONNÉES A CARACTERE PERSONNEL ...

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats/soumissionnaires sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées en utilisant les services de la Plateforme des Achats de l'Etat (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du contrat sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

Pour les traitements réalisés avec les services de la PLACE, le ministère de l'Action et des comptes publics – la Direction des Achats de l'Etat et Expertise France, autorité contractante, sont co-responsables du traitement des données à caractère personnel.

Pour les traitements réalisés en dehors des services de la PLACE, Expertise France, autorité contractante, est responsable du traitement des données à caractère personnel.

➤ Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant :

Pour la plateforme PLACE :

Le ministère de l'Action et des comptes publics

59, boulevard Vincent Auriol

75703 Paris Cedex 13

Représentée par le Directeur des achats de l'État

Responsable de traitement opérationnel :

La Direction des achats de l'État représenté par son Directeur

Coordonnées du délégué à la protection des données personnelles :

le-delegue-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.gouv.fr

Pour l'autorité contractante :

Expertise France

40, Boulevard de Port Royal

75005 Paris

Représentée par son Directeur Général,

Responsable de traitement opérationnel :

Le Département des Systèmes d'Information représenté par son Directeur

➤ **Coordonnées du délégué à la protection des données personnelles :**

informatique.libertes@expertisefrance.fr

Les fondements juridiques légitimant le ou les traitements correspondent aux c) et e) de l'article 6.1 du RGPD, à savoir que :

- Le traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle Expertise France est soumis ;
- Le traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi Expertise France ;

Les finalités du ou des traitements sont :

- La gestion et le suivi de la présente procédure de passation,
- La gestion et le suivi de l'attribution d'un marché public.

Les destinataires ou catégorie de destinataires des données à caractère personnel sont exclusivement les personnels habilités de l'autorité contractante, des ministères et des opérateurs de l'Etat, en charge de la passation et de l'exécution du présent contrat, ainsi que de leurs prestataires d'assistance dans ses activités.

Durée de conservation : ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du contrat, ainsi que durant la DUA applicable au contrat.

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification, et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles disposent également d'un droit à la limitation du traitement et d'opposition à ce traitement pour des motifs légitimes. L'exercice des droits d'information et de tout autre exercice de droit des personnes concernées par les traitements mis en œuvre peuvent être effectués auprès du délégué à la protection des données d'Expertise France.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

9. AUTRES RENSEIGNEMENTS

La demande d'informations complémentaires sur des points techniques ou administratifs du dossier devra être effectuée via la Plateforme des Achats de l'État au plus tard 12 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres.

Expertise France s'engage à fournir une réponse au plus tard 6 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres.

Si une question est posée par un candidat, les candidats reçoivent un courriel les invitant à prendre connaissance d'un ou de plusieurs élément (s) en réponse à la question posée par un candidat.

10. VOIES ET DELAIS DE RECOURS

L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F-75004 Paris ; e-mail : greffe.tj@justice.fr

Des renseignements sur l'introduction des recours peuvent être obtenus auprès du Greffe du Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F-75004 Paris ; e-mail : greffe.tj@justice.fr